



**VAL-DE-MARNE
EN COMMUN
PCF ET CITOYEN·NES**

**2021
2023**

**EN VAL-DE-MARNE,
UNE DROITE QUI
NE RÉPOND PAS
AUX BESOINS DES
HABITANT·ES**



**GROUPE VAL-DE-MARNE EN COMMUN
PCF ET CITOYEN·NE·S**

HÔTEL DU DÉPARTEMENT
21-29 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
94054 CRÉTEIL CEDEX

 <https://groupepcf-citoyens94.fr>

 01 43 99 70 56

 vdmencommun@valdemarne.fr





FATIHA

AGGOUNE

*Présidente du groupe
Val-de-Marne en Commun
PCF et citoyen·nes*

Élu à la tête du Conseil départemental du Val-de-Marne le 1er juillet 2021, Olivier Capitanio promettait un département où il fait bon vivre. Voilà désormais deux ans que la droite dirige le Département et déjà, elle s'éloigne considérablement de cette promesse.

Moins d'enfants accueillis dans les crèches départementales, moins de logements sociaux construits, moins d'action sociale, moins d'entretien dans les collèges, sur les routes, dans les parcs... Sous le prétexte confus de « faire du Val-de-Marne la référence en matière de qualité de vie dans notre région », la droite départementale assume d'autres priorités politiques et sa volonté d'un détricotage de l'action publique départementale.

La période que nous traversons, où l'inflation et les difficultés du quotidien exercent une contrainte sans précédent sur les Val-de-Marnais-es, exigerait pourtant un renfort du bouclier protecteur déployé par le Département. Alors que les demandes d'accès aux droits, notamment, n'ont jamais été si nombreuses dans les Espaces départementaux des solidarités, la majorité ne prend pas la mesure des difficultés que rencontrent nos concitoyen·nes et du rôle du Conseil départemental.

Car l'héritage politique que la droite départementale ne cesse de remettre en cause est celui d'un Département à la pointe, qui accompagne les Val-de-Marnais-es à tous les âges de la vie, et déploie des dispositifs pionniers en faveur des familles et de la petite enfance. Qui gère la moitié des crèches départementales de France ! Une action reconnue en direction des personnes âgées et en situation de handicap, qui a su s'adapter à des besoins croissants.

Depuis deux ans, notre groupe ne cesse de mettre en lumière une gestion comptable sans vision avec des effets d'annonces qui ne visent pas à satisfaire les besoins des Val-de-Marnais-es. Face à un Président qui ne consacre pas tout son temps au Département – Olivier Capitanio occupe toujours la fonction de Président de l'EPT Paris Est Marne et Bois, dont il s'était pourtant engagé à démissionner en 2021 – les élu·es communistes et citoyen·nes sont force de propositions et défendent une toute autre ambition : celle d'un Val-de-Marne écologique, protecteur et démocratique.

Des économies sur les plus modestes



Alors que la crise sociale et l'inflation provoquent un afflux des demandes d'aides, comme dans les départements voisins ou dans les CCAS des villes, Olivier Capitanio et sa majorité ont supprimé le chèque solidarité, une aide de 30 à 60 € bien identifiée qui était versée chaque fin d'année à près de 70 000 foyers non imposables. Avec l'abandon des Fêtes des solidarités, la fin de ce dispositif départemental marque le choix politique du désengagement social du Département, afin de réaliser des économies sur le dos des plus modestes. L'annonce en grande pompe d'une aide à l'énergie de 50€ excluant injustement les anciens bénéficiaires du Chèque solidarité est un véritable fiasco : au mois de mars, seuls 9 000 ménages en avaient fait la demande. Beaucoup d'affichage pour un résultat déplorable.

En 2022, le Fonds unique de solidarité a fondu comme neige au soleil avec une baisse de 14,5% des aides financières aux personnes les plus en difficulté. Pour nous, le non-recours n'est pas une politique d'action sociale ! Idem pour le Fonds Solidarité Habitat qui chute de 15%, alors que les factures d'énergie et les impayés de loyers progressent, dans les logements publics comme privés. Un autre signal très inquiétant.

C'est ainsi que la droite val-de-marnaise s'emploie à effacer les politiques publiques de solidarité, à opposer les plus modestes entre eux, à stigmatiser les bénéficiaires d'aides sociales. Pour les ménages aux revenus les plus faibles, le reste à vivre ne cesse de baisser : tout appelle donc au contraire à renforcer la justice sociale et le pouvoir d'achat.



La « Solidariteuf » d'Ivry-sur-Seine, organisée en décembre par les associations avec le soutien de la municipalité, suite au désengagement du Conseil départemental



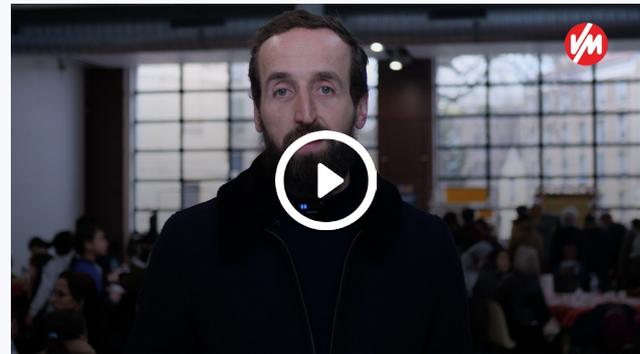
AVEC LA DÉCISION DE LA DROITE DÉPARTEMENTALE, C'EST LA FIN :



DU CHÈQUE SOLIDARITÉ,
UNE AIDE ANUELLE DE **30 À 60€**
DONT BÉNÉFICIAIENT
69 268 FOYERS EN 2019



DE LA FÊTE DES SOLIDARITÉS
À LAQUELLE PARTICIPAIENT
644 ASSOCIATIONS
ET **29011 HABITANT-ES** EN 2019



Où sont passés les Chèques solidarités et Fêtes des solidarités ?

[Vidéo consultable sur notre site internet](#)

Le Parisien

Ivry-sur-Seine : faute de fête des solidarités, supprimée par le département, les associations prennent le relais

Une douzaine d'associations ont organisé un après-midi festif ce mardi, pour pallier la disparition de la fête des solidarités, traditionnellement organisée un samedi en décembre. La nouvelle majorité départementale de droite a préféré consacrer les finances de cet événement au versement d'un chèque énergie pour certains foyers.



Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), mardi 20 décembre 2022. Pour contrer la suppression de la fête des solidarités par le conseil départemental, une quinzaine d'associations ont pris part à l'organisation de cet après-midi festif ou ont soutenu cette initiative. LP/Gérald Moruzzi



Un affaiblissement du service public départemental rendu aux Val-de-Marnais-es

Si toutes les collectivités se heurtent au problème de l'attractivité des emplois publics, il nous est impossible d'ignorer l'augmentation très significative du nombre de postes non pourvus dans la collectivité. 710 postes vacants en 2023 ! Cela témoigne d'un affaiblissement très marqué du service public départemental.

La progression des dépenses de personnel est, à ce titre, très éclairante : elle ne couvre même pas la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires départementaux ! Cette contraction flagrante de la masse salariale confirme la nette diminution du nombre d'agent-es sur le terrain auprès des Val-de-Marnais-es. L'explosion du nombre de postes vacants dans les Espaces départementaux des solidarités fragilise l'accompagnement et le soutien rendu aux Val-de-Marnais-es.

Cette dégradation de l'emploi public départemental est particulièrement sensible dans les champs de la petite enfance, des PMI et des crèches : dans ces dernières, 12% des postes ne sont pas pourvus. Alors l'affichage, par exemple, de 30 berceaux supplémentaires dans la nouvelle crèche des Larris à Fontenay-sous-Bois – un projet engagé par la précédente majorité –, est très loin de correspondre à la réalité puisque nombre de berceaux y restent fermés. Dans les faits, c'est l'accueil des enfants et des familles qui en pâtit.

C'est dans ce contexte de très forte tension que la majorité a décidé la fermeture de l'école de formation départementale au diplôme d'auxiliaire de puériculture, prétextant qu'un nombre trop faible de personnes formées ne trouve de débouché dans nos services. Il s'agit pourtant d'un important levier à notre disposition pour faire face à la pénurie de personnels et aux berceaux fermés.

Déterminée à réduire la dépense publique, la droite n'a pas donné de crédit à notre proposition, formulée à plusieurs reprises, de penser l'évolution en alternance de cette formation pour favoriser une insertion plus durable dans les structures départementales de la petite enfance. Des choix ambitieux sont nécessaires pour répondre au besoin d'accueil des familles et pourvoir les postes vacants, dans les crèches comme ailleurs. Car nous avons la conviction que dans cette période de crise et de tensions, tout appelle au développement, à l'extension et à l'innovation pour les services publics.

LES CHIFFRES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE POSTES VACANTS



-9,7%

de financement des centres de PMI (inférieur de plus d'1M€ à celui de 2019)

-14,5%

d'utilisation du Fonds unique de solidarité (FUS)

-5M€

d'entretien de la voirie entre 2021 et 2022

-17%

pour les travaux dans les collèges

-10M€

dans la construction et la réparation des crèches départementales en 2 ans

2M€

d'économies par an par la suppression des Fêtes des solidarités

La droite contre le logement pour tous



LE CHIFFRE →

100 000

La barre des 100 000 demandeurs de logement social en Val-de-Marne a été franchie en 2022.

Dès son arrivée en responsabilité, la droite s'est pourtant empressée d'emboîter le pas de la politique de la Région Île-de-France et de son dispositif « anti-ghetto », en mettant un terme aux subventions départementales pour les nouvelles constructions dans les communes comptant plus de 40% de logements sociaux.

Les chiffres sont clairs : la construction de logements sociaux en Val-de-Marne est encore trop faible au vu des besoins actuels. Besoins que les propositions d'Olivier Capitanio et sa majorité ne visent pas à satisfaire. Voilà deux ans que la politique départementale en matière d'habitat s'emploie à stigmatiser les communes bâtisseuses et à ménager celles qui ne respectent pas la loi. Et pour cause, aucune mesure n'est prise pour que ces dernières, dont certaines qui sont déclarées en état de carence par la Préfecture, se conforment enfin à la loi SRU.

Nous savons combien le logement social reste un rempart à la spéculation immobilière, à un secteur en tension, inaccessible pour bien des personnes. Les ménages les plus modestes sont de moins en moins présents dans le parc privé alors que des communes ont continué de s'y « spécialiser » avec le développement d'opérations de promotion immobilière attirant des familles aisées.

Mais la droite ne cesse de déconsidérer et caricaturer le logement social, auquel plus 70% des Val-de-Marnais-es sont pourtant éligibles. Pour cela, elle n'a pas hésité à accuser les élu-es de notre groupe d'en faire un « fonds de commerce », ou encore d'être à l'initiative d'un débat "fictif et creux" lorsque nous posions frontalement la question du logement des populations.

Une conception politique perceptible à toutes les échelles. L'État s'est d'ailleurs inquiété ces derniers mois, à propos du nouveau plan local d'urbanisme intercommunal de l'EPT Paris Est-Marne et Bois présidé par Olivier Capitanio, d'une « quasi-absence d'outils mobilisables en faveur de la mixité sociale, notamment dans les quartiers à proximité des transports en commun. »

Engagé contre les sanctions envers les communes bâtisseuses, notre groupe demeure attaché à l'application de la loi SRU, qui participe à organiser la solidarité des territoires pour loger les ménages modestes et de la classe moyenne, pour garantir le droit à la ville partout et pour tous·tes. La mixité est dans le logement social, pas dans son rejet.

LES CHIFFRES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022

-15%

d'utilisation du Fonds Solidarité Habitat (FSH)

-4,5%

des crédits d'investissement dans le secteur de l'habitat entre 2021 et 2022

Outre la réappropriation de projets impulsés par la précédente majorité, le « plan 50 000 arbres » – dont près de 10 000, seulement, ont été plantés à ce jour –, constitue l'unique projet notoire de la majorité en matière d'écologie.

Aucune vision dans le domaine des transports ; rien pour encourager la relance du fret ferroviaire, un sujet qui a pourtant suscité d'importantes mobilisations en Val-de-Marne ; pas de volonté de s'attaquer aux passoires thermiques et aux réhabilitations locatives, absente du programme porté par Olivier Capitanio.

Une réalité très inquiétante, confirmée par le compte administratif 2022, avec une **baisse de 30,5%** des crédits d'investissement dans le secteur environnemental.

La fin de l'accompagnement social



L'affichage d'un Plan départemental d'insertion vers l'emploi – consacré au seul retour vers l'emploi – voit s'éloigner pour de très nombreux allocataires du RSA la garantie de bénéficier, *a minima*, d'un parcours d'insertion. Cela pour la seule raison que la droite départementale a décidé de mettre fin, dès 2024, aux conventions volontaires qui liaient les CCAS et le Conseil départemental.

Et le plus grave est à venir, avec l'abandon de pans entiers des missions de service public ! Ainsi, malgré nos alertes, la majorité départementale a voté pour l'externalisation totale de tout le volet « accompagnement et insertion des allocataires du RSA » auprès d'opérateurs privés, de consortium d'opérateurs via de grands marchés publics à l'échelle des EPT, voire du département. Cela confirme le choix d'en finir avec la qualité de l'accompagnement rendu par nombre de structures de proximité, dont les travailleurs sociaux intervenaient jusqu'à présent au plus près des allocataires. L'ensemble de ces structures du travail social est menacé de disparition, avec l'annonce qui leur est faite de la fin de toute subvention du Département.

Ce délestage au privé par des financements publics - des prérogatives du Conseil départemental en matière d'insertion et d'accompagnement - constitue une remise en cause inédite du Département comme échelon institutionnel garant et pilote des compétences de cohésion sociale et territoriale. Un fait d'une extrême gravité.



Une négligence du monde associatif et de ses bénévoles

Si le compte administratif 2022 témoigne d'une très légère progression des crédits en faveur du sport et de la culture – sans toutefois renouer avec les niveaux d'avant crise sanitaire –, il traduit un repli du soutien aux associations val-de-marnaises, avec une volonté de complexifier le dépôt des demandes de subventions, mais aussi des coupes arbitraires. Olivier Capitanio a anticipé la récente menace de Gérald Darmanin contre la Ligue des droits de l'Homme en supprimant la subvention de sa fédération val-de-marnaise. La droite a également supprimé la subvention de la CNL, pourtant première association de défense des droits des locataires. Elle a, pour ce faire, pris le prétexte d'une campagne d'affichage menée par l'association, dénonçant avec provocation le non-respect de la loi SRU par nombre de Maires de droite du Val-de-Marne. Nous continuerons à nous opposer résolument à ces attaques politiques contre le tissu associatif et ceux qui font vivre la solidarité sur notre territoire.

**Retrouvez l'actualité du Conseil départemental
du Val-de-Marne et du groupe
Val-de-Marne en commun · PCF et citoyen·nes**



**VAL-DE-MARNE
EN COMMUN
PCF ET CITOYEN·NES**

WWW.GROUPEPCF-CITOYENS94.COM



✉ vdmcomun@valdemarne.fr
☎ 01 43 99 70 56

